**PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU JEUDI 16 JUILLET 2015**

L'an deux mil quinze, le jeudi 16 juillet à 21 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'Etréchy, légalement convoqué le 9 juillet 2015, s'est réuni à l'espace Jean Monnet, sous la présidence de Madame la Maire, Elisabeth DAILLY.

ÉTAIENT PRESENTS :

Mme DAILLY, M. RAGU, M. MEUNIER, Mme CORMON, M. GAUTRELET, M. BERNARD, Mme BOUFFENY, M. VOISIN, M. COLINET, Mme RICHARD, Mme MANDON, M. COUGOULIC, Mme PICHETTO, M. GARCIA, Mme MOREAU, Mme BOURDIER, Mme DAMON, M. GERARDIN, Mme BAUTHIAN, M. ECHEVIN

POUVOIRS :

Mme BORDE à M. MEUNIER
Mme BATREAU à M. RAGU
Mme AOUT à Mme BOUFFENY
M. ROUSSEAU à Mme CORMON
M. JACSON à Mme DAILLY

M. ISHAQ à Mme DAMON
M. SIRONI à M. GERARDIN
M. HELIE à M. ECHEVIN

ABSENTS :

Mme DALMAN

SECRETAIRE DE SEANCE : M. GARCIA

**EXTENSION DU PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE JUINE
ET RENARDE** **56/2015**

Mme DAILLY présente le rapport.

Les communes de Boissy-sous-Saint-Yon, Saint-Yon et Lardy avait émis le vœu de quitter le périmètre de l'Arpajonnais si ce dernier était modifié. L'Arpajonnais va rejoindre la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge.

Le 10 juillet dernier le Préfet a signé un arrêté préfectoral pour la modification du périmètre de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde.

L'intégration de ces 3 communes fait passer la population de 16 886 habitants à 27 358 habitants soit une évolution de 61%. Mais il y aura surtout une évolution des produits fiscaux qui seront quasiment multipliés par 7. La partie financière va énormément croître puisque Lardy possède l'usine Renault qui apporte une cotisation financière importante.

Il est évident qu'il ne faut pas dépendre d'une seule ressource, la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde travaille énormément sur son développement économique. Une zone d'activité va être aménagée à Boissy-le-Cutté, il y a également un projet d'aménagement des plateaux de Mauchamps et Chamarande et dans une moindre mesure l'aménagement d'une zone à Bouray sur Juine.

Le potentiel fiscal de la nouvelle Communauté de Communes Entre Juine et Renarde sera de 493 € par habitant, le produit fiscal sera supérieur à la moyenne.

Les compétences des conservatoires, de la voirie et des équipements sportifs en particulier, pourront être transférées à l'intercommunalité.

Les 3 communes venant de l'Arpajonnais ont leurs propres compétences qui sont les conservatoires, la voirie, et les équipements sportifs. En revanche, l'enfance jeunesse ainsi que le maintien à domicile ne

sont pas une compétence intercommunale. Une fusion de ces compétences devra être effectuée. Dès le 1^{er} janvier 2016, la culture et les conservatoires seront communs à la même direction.

Chaque commune a un certain nombre de représentants. Les seuils de population de la Communauté de Communes entre Juine et Renarde étaient différents et il avait été estimé que chaque commune devait avoir au moins un représentant.

Le droit commun actuel prévoit la possibilité de passer un accord local. La Communauté de Communes Entre Juine et Renarde demande une dérogation auprès du préfet afin de garder le nombre de sièges inchangé.

M. RAGU ajoute que le bureau communautaire souhaite garder une représentation significative de moindre importance et de pas appliquer la règle de droit commun. Le bureau communautaire hebdomadaire permet un dialogue avec les Maires de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde. Il leur revient de rayonner toutes les informations auprès de leurs équipes.

M. BERNARD explique qu'il ne prend pas part au vote du fait de sa situation personnelle et professionnelle.

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et ses dispositions spécifiques à l'Ile-de-France dans le cadre de l'achèvement de la carte intercommunale,

Vu le projet de Schéma Régional de Coopération Intercommunale (SRCI), présenté le 28 août 2014 lors de l'installation de la Commission Régionale de Coopération Intercommunale (CRCI) par le Préfet de la Région Ile de France,

Vu la délibération 51/2014 du Conseil Communautaire de la CC Entre Juine et Renarde du 11 septembre 2014 donnant un avis favorable à la perspective d'intégration des communes Boissy-sous-St-Yon, Lardy et St-Yon dans son périmètre communautaire, dans l'hypothèse de l'échec dérogation formulée par la Communauté de Communes de l'Arpajonnais en vue de conserver son périmètre actuel,

Vu l'arrêté du 4 mars 2015 du Préfet de la région Ile-de-France portant adoption du schéma régional de coopération intercommunale modifié après recueil des avis des organes délibérants des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des départements concernés sur le projet de schéma, à l'appui desquels des propositions de modifications ont été adoptées par la commission régionale de coopération intercommunale,

Considérant qu'il est adopté par arrêté précité du préfet de la région Ile de France la fusion de la communauté de communes de l'Arpajonnais avec la communauté d'agglomération du Val d'Orge,

Considérant que les communes de Boissy-sous-St-Yon, Lardy et Saint-Yon ont maintenu leur souhait de rejoindre la communauté de communes « Entre Juine et Renarde »,

Vu le projet de rattachement des Communes de Boissy-sous-St-Yon, Lardy et St-Yon proposé par le Préfet de l'Essonne en vertu des dispositions de l'article 11 de loi du 27 janvier 2014,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-PREF.DRCL/469 du 10 juillet 2015 portant projet de périmètre d'un EPCI à fiscalité propre issu de l'extension de la communauté de communes Entre Juine et Renarde aux communes de Boissy-sous-Saint-Yon, Saint-Yon et Lardy

Considérant la notification de l'arrêté sus-visé en date du le 13 juillet 2015,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **A L'UNANIMITE**,
(M. BERNARD ne prenant pas part au vote)

DONNE son accord au projet d'extension de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde par adjonction des communes de Boissy-sous-St-Yon, Lardy et Saint-Yon, à effet du 1^{er} janvier 2016.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE JAZY

57/2015

M. MEUNIER présente le rapport.

La présente convention intervient entre

Le Tennis Club de Villeneuve sur Auvers, représenté par son Président, Céline HARANG, dûment habilité par le Conseil d'Administration en date du 05/09/2015 sise impasse de l'ancien clos - 91580 Villeneuve sur Auvers, désigné dans la présente convention par le Tennis Club de Villeneuve sur Auvers

Et

La Mairie d'Etréchy, représentée par son Maire, Elisabeth DAILLY, dûment habilité par délibération n° 58 /2015 en date du 16/07/2015 sise Place Charles de Gaulle, désignée dans la présente convention par la commune.

Article 1 : Objet

La commune met à la disposition du Tennis Club de Villeneuve sur Auvers, la salle Jazy située dans le stade sise rue de la Butte Saint Martin, de 9h30 à 14h30 les samedis matins (hors période de vacances scolaires).

Article 2 : Durée

La présente convention est établie pour 1 an pour la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016. Elle sera reconduite tacitement chaque année dans la limite de 3 ans.

Article 3 : Conditions générales

Les activités sont pratiquées sous l'entière responsabilité du Tennis Club de Villeneuve sur Auvers. Il lui appartient de s'assurer en responsabilité civile pour les dommages que pourraient générer les activités pratiquées et d'assurer ses personnels contre les risques d'accidents encourus.

Le Tennis Club de Villeneuve sur Auvers s'engage à ne pas faire jouer les élèves primaires et maternelles pendant les heures scolaires.

Article 4 : Conditions financières

La présente convention de mise à disposition est consentie au tarif de 600 € pour la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016.

Article 5 : Règlement des litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher un règlement à l'amiable préalablement à tout recours contentieux.

Considérant le projet de convention proposé,

Le rapport du Maire entendu,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, avec **26 voix POUR** et **2 ABSTENTIONS** (M. HELIE, M. ECHEVIN),

AUTORISE la Maire à signer la convention pour la mise à disposition de la salle Jazy.

MOTION DE SOUTIEN POUR ALERTER SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ÉTAT

58/2015

Mme DAILLY présente le rapport.

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

La commune d'Etréchy dénonce cette amputation de 30% des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4% en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, la commune d'Etréchy s'inquiète du fait que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

En effet, la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune d'ETRECHY rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes, avec les intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

C'est pour toutes ces raisons que la commune d'ETRECHY soutient la demande de l'AMF que, pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux, soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier.

En complément, il est demandé :

- un moratoire immédiat du Fonds de péréquation pour les ressources communales et intercommunales (FPIC) et une refonte de ses modalités de calcul,
- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures)
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),

- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

Considérant le projet de motion demandée,

Le rapport du Maire entendu,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **A L'UNANIMITE**,

DEMANDE :

- un moratoire immédiat du Fonds de péréquation pour les ressources communales et intercommunales (FPIC) et une refonte de ses modalités de calcul,
- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures)
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée à 21h30.

**RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2015**

N° 59/2015

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Un contrat emploi avenir est mis en stage sur le grade d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe, à compter du 1^{er} octobre 2015. Cet agent exerce les missions de secrétariat du Maire et du Directeur Général des Services.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Créer un poste d'adjoint Administratif de 2^{ème} classe à temps complet à effet au 1^{er} octobre 2015.
- Valider le tableau des effectifs de la collectivité.

Projet de délibération

Considérant la mise en stage d'un Adjoint Administratif de 2^{ème} classe, dans les fonctions de secrétariat du Maire et du Directeur Général des Services, à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2015,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal,

AUTORISE la création d'un poste d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à temps complet à effet au 1^{er} octobre 2015.

VALIDE le tableau des effectifs de la collectivité.

.../...

EFFECTIFS BUDGETAIRES AU 23 SEPTEMBRE 2015

GRADE OU EMPLOI	CATEGORIE	TITULAIRE			NON TITULAIRE			DISPO	VACCANT
		T.C.	T.N.C.	TOTAL	T.C.	T.N.C.	TOTAL	TOTAL	TOTAL
FILIERE ADMINISTRATIVE		10	0	10	2	0	2	1	2
Rédacteur Territorial Principal de 1ère classe	B			0	1		1		
Rédacteur Territorial	B	1		1			0	1	1
Adjoint Administratif Territorial Principal 2ème classe	C	2		2			0		
Adjoint Administratif Territorial de 1ère classe	C	3		3			0		
Adjoint Administratif Territorial de 2ème classe	C	4		4	1		1		
Emploi d'Avenir				0			0		1
FILIERE TECHNIQUE		30	2	32	4	17	21	1	4
Technicien Principal 1ère classe	C	1		1			0		
Agent de Maîtrise Principal	C	1		1			0		
Agent de Maîtrise	C	2		2			0		
Adjoint Technique Territorial Principal de 1ère classe	C	3		3			0		
Adjoint Technique Territorial Principal de 2ème classe	C	4		4			0		
Adjoint Technique Territorial de 1ère classe	C	4		4			0		
Adjoint Technique Territorial de 2ème classe	C	15	2	17	3	11	14	1	2
Distributeur				0		6	6		
Apprenti				0	1		1		
Emploi d'Avenir				0			0		2
FILIERE SOCIAL		2	1	3	1	0	1	0	0
ASEM Principal 2ème classe	C	1		1			0		
ASEM 1ère classe	C	1	1	2			0		
Apprenti	C			0	1		1		
FILIERE SPORTIVE		1	0	1	0	0	0	0	0
Educateur des Activités Physiques et Sportives	B	1		1			0		
FILIERE ANIMATION		0	0	0	0	0	0	1	0
Adjoint Animation Principal de 2ème classe	C			0			0	1	
FILIERE CULTURELLE		3	8	10	0	15	15	0	1
Assistant Enseignement Artistique Principal 1ère classe	B	2	3	5			0		1
Assistant Enseignement Artistique Principal 2ème classe	B		5	5		3	3		
Assistant d'Enseignement Artistique	B	1		1		11	11		
Sans CSG RDS	B			0		1	1		
TOTAL GENERAL		46	11	56	7	32	39	3	7

Axem

57